

B. — *Epreuves orales.*

Problèmes matériels spécifiques à la compétition :

- Technologie des tremplins ;
- Organisation d'un concours ;
- Équipement du sauteur, les skis, le fartage.

Aptitude à l'observation critique d'un sauteur en action.

Cette épreuve peut se dérouler sur le terrain ou en salle en faisant appel éventuellement aux moyens audiovisuels.

Pédagogie de l'entraînement :

- Psychologie et sociologie de l'entraînement ;
- Relations entraîneur-entraîné ;
- Échec et réussite.

Présentation d'un dossier et entretien avec le jury :

Point de départ de l'entretien, le dossier consiste en un rapport d'activité sur l'expérience du candidat acquise au cours de l'encadrement d'un stage d'une durée d'au moins :

- a) Six journées auprès d'un groupe national ;
- b) Six journées auprès d'une équipe de comité national ;
- c) Douze séances auprès d'une équipe de club à l'entraînement.

Le dossier comprendra obligatoirement les pièces justificatives de cette activité.

ANNEXE VII

PROGRAMME DES ÉPREUVES DE L'EXAMEN DU 3^e DEGRÉA. — *Epreuves écrites.*

Biologie appliquée à l'entraînement :

- Méthodes et instruments d'investigation de l'effort ;
- Connaissance des recherches actuelles en matière de médecine du sport ;
- Approfondissement des connaissances antérieures.

Détermination des objectifs en matière de développement du ski nordique de fond : prévision et planification.

- Etablissement d'un plan d'action au niveau national pour le développement de la discipline (détermination des objectifs et mise en œuvre des moyens propres à les atteindre).

Gestion et économie :

- Gestion du personnel ;
- Etablissement d'un budget.

Rédaction d'un communiqué de presse :

Le candidat dispose d'une heure pour rédiger un communiqué de presse sur un événement sportif relatif au ski nordique de fond.

B. — *Epreuves orales.*

Le milieu de la compétition :

- Organisation du ski en France et à l'étranger ;
- Les instances internationales.

Commentaire d'un document éventuellement audiovisuel portant sur la technique, l'entraînement ou l'enseignement du ski nordique de fond

ANNEXE VIII

ÉPREUVE ORALE DE LANGUE VIVANTE ÉTRANGÈRE

I. — *Examen spécifique du 2^e degré.*

Le jury s'attachera à vérifier que le candidat possède une certaine maîtrise de la langue ainsi qu'un minimum de vocabulaire technique en rapport avec le métier de professeur de ski nordique de fond.

La conversation entre le candidat et le jury peut trouver son point de départ dans la lecture rapide d'un texte portant sur le ski de fond et rédigé dans la langue choisie.

II. — *Examen spécifique du 3^e degré.*

L'épreuve permet de vérifier que le candidat peut soutenir, dans la langue de son choix, une conversation portant sur tous les aspects spécifiques du ski nordique de fond.

Formation spécifique du brevet d'État de ski
(option Moniteur de ski alpin pour enfants).

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 76-489 du 3 juin 1976 relatif à l'habilitation des fédérations sportives ;

Vu le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne, notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n° 78-536 du 12 avril 1978 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu l'arrêté du 13 avril 1978 portant délégation de signature à M. Jacques Perrillat, directeur des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé l'option Moniteur de ski alpin pour enfants de la formation spécifique du brevet d'État de ski, institué par l'article 1^{er} du décret n° 76-556 du 17 juin 1976 susvisé.

Cette option comporte un seul degré.

TITRE I^{er}

CONDITIONS D'EXERCICE

Art. 2. — L'option Moniteur de ski alpin pour enfants confère à son titulaire le droit d'enseigner le ski alpin aux enfants de moins de treize ans sur les pistes aménagées et balisées depuis la classe « accueil » jusqu'à la classe 4 incluse de la progression de l'enseignement du ski alpin pour enfants définie par la commission consultative du ski.

Ce droit est limité à cinq années prorogées, le cas échéant, de la durée du service national actif. À l'issue de cette période, le droit de continuer à enseigner sera accordé aux moniteurs qui auront suivi un stage de formation continue.

Les modalités d'organisation de ce stage seront définies ultérieurement.

TITRE II

CONDITIONS ET FORMALITÉS D'INSCRIPTION

Art. 3. — La formation spécifique de l'option créée à l'article 1^{er} du présent arrêté est sanctionnée par :

- Un examen technique ;
- Des stages ;
- Un examen pédagogique.

Les candidats à l'examen technique doivent, lors de leur inscription, être âgés de seize ans au moins au 1^{er} janvier de l'année des épreuves.

Les candidats aux épreuves de l'examen pédagogique doivent être âgés de dix-huit ans au moins à la date des épreuves.

Art. 4. — Pour faire acte de candidature à l'examen spécifique de l'option Moniteur de ski alpin pour enfants, les intéressés doivent adresser au directeur départemental de la jeunesse, des sports et des loisirs du lieu de leur domicile un dossier comprenant les pièces suivantes :

A. — *Examen technique :*

1. Une demande d'inscription sur la liste des candidats à l'examen concerné rédigée sur papier de format normalisé 21 x 29,7, accompagnée du montant du droit d'examen en timbres fiscaux ;
2. Deux enveloppes affranchies portant le nom, le prénom et l'adresse du candidat ;
3. Deux photos d'identité ;
4. Une fiche individuelle d'état civil datant de moins de trois mois ;
5. Un certificat médical d'aptitude fonctionnelle à la pratique et à l'enseignement du ski datant de moins de trois mois ;
6. Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;
7. Une copie ou une photocopie certifiée conforme de l'attestation de niveau technique prévu à l'annexe I

ou,

éventuellement, la pièce justificative permettant aux candidats visés à l'article 7 de bénéficier de la dispense des épreuves de la première série de l'examen technique mentionnées à l'article 5 ci-après.

B. — Examen pédagogique :

Les pièces 1 à 6 prévues ci-dessus, aucun droit d'examen n'étant à acquitter ;

Une copie ou une photocopie certifiée conforme de l'attestation de réussite depuis moins de trois ans à l'examen technique ;

Une copie ou une photocopie certifiée conforme de l'attestation de réussite à l'examen de formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne ;

Une ou des attestations délivrées par les responsables des organismes, au sein desquels le candidat a effectué le stage en situation prévu à l'article 5 ci-après. Ces attestations devront être visées par le président de la section permanente du ski alpin de la commission consultative du ski ;

Un certificat attestant que le candidat a effectué le stage de formation pédagogique organisé par l'école nationale de ski et d'alpinisme, prévu à l'article 5 ci-après, délivré par le directeur de cet établissement.

TITRE III

NATURE DES ÉPREUVES

Art. 5. — La formation spécifique de l'option Moniteur de ski alpin pour enfants comprend :

A. — Un examen technique (coefficient 7) :

a) Première série (coefficient 3) :

Slalom géant (coefficient 1) ;

Descente libre (coefficient 2).

Seuls les candidats ayant obtenu trente points au moins aux épreuves de la première série sont admis à subir les épreuves de la deuxième série.

b) Deuxième série (coefficient 4) :

Virage aval, skis parallèles (coefficient 2) ;

Virage « stem » (coefficient 1) ;

Trace directe 3^e degré (coefficient 1).

Seuls les candidats ayant obtenu soixante-dix points au moins à l'ensemble des épreuves de l'examen technique reçoivent une attestation de réussite et peuvent effectuer les stages.

B. — Un stage en situation et un stage de formation pédagogique :

Stage en situation :

D'une durée de quarante-cinq jours, il est pris en charge par les organismes dont la liste est arrêtée par le ministre chargé des sports après avis de la commission consultative du ski.

Ce stage peut s'échelonner sur deux ans au maximum à partir de la date de réussite à l'examen technique.

Stage de formation pédagogique :

D'une durée de six jours, au minimum, il est organisé par l'école nationale de ski et d'alpinisme.

C. — Un examen pédagogique comportant notamment une épreuve facultative de langue vivante étrangère (coefficient 8).

1^o Épreuves pratiques :

a) Présentation et démonstration d'un mouvement ou d'une évolution (coefficient 2) ;

b) Préparation et conduite d'une leçon collective de ski alpin destinée aux enfants (coefficient 3).

2^o Épreuve écrite (durée deux heures) portant sur :

L'enseignement du ski alpin aux enfants à partir d'une situation pédagogique (coefficient 1) ;

La technique du ski et l'analyse du mouvement (coefficient 1).

3^o Épreuve orale portant sur des notions de pédagogie générale et de psychologie de l'enfant (coefficient 1).

4^o Épreuve orale facultative de langue vivante étrangère (coefficient 1).

Pour cette épreuve, dont les modalités de déroulement sont définies à l'annexe IV, seuls sont pris en compte les points au-dessus de la moyenne.

Pour être proposés pour l'admission à l'examen pédagogique, les candidats doivent avoir obtenu 80 points au moins, compte tenu éventuellement des points pris en compte au titre de l'épreuve orale facultative de langue vivante étrangère.

Les modalités du déroulement des épreuves de l'examen technique et de l'examen pédagogique sont définies aux annexes II et III du présent arrêté.

TITRE IV

JURYS DES EXAMENS

Art. 6. — Les jurys des examens susvisés sont composés des personnes suivantes, désignées par le ministre chargé des sports :

Le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs ou son représentant, membre d'un des corps de l'inspection de la jeunesse, des sports et des loisirs, président ;

Un professeur de l'école nationale de ski et d'alpinisme ;

Deux représentants de la fédération française de ski ;

Deux représentants de l'organisation professionnelle la plus représentative ;

Des techniciens qualifiés ;

Un ou plusieurs spécialistes de langue vivante étrangère appliquée à l'enseignement du ski.

Seuls les membres du jury titulaires du brevet d'Etat de ski dans l'option Moniteur de ski alpin pour enfants ou l'option Ski alpin sont habilités à juger les épreuves techniques et pédagogiques.

Le nombre et la répartition des techniciens qualifiés prévus aux jurys des examens seront fixés par voie de circulaire.

TITRE V

MESURES TRANSITOIRES

Art. 7. — Les candidats ayant subi avec succès l'examen probatoire prévu à l'article 3 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1977 sont autorisés à passer l'examen spécifique du 1^{er} degré prévu à l'article 6 du même arrêté lors d'une des dernières sessions organisées à cet effet pendant l'hiver 1979-1980.

Toutefois, ils peuvent entrer immédiatement dans la formation faisant l'objet du présent arrêté.

Dans ce cas, pendant une période de cinq ans à partir de la date d'obtention de l'examen probatoire susvisé, ils pourront, sur leur demande, bénéficier de la dispense des épreuves de la première série de l'examen technique prévu à l'article 5 ci-dessus.

TITRE VI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 8. — Les épreuves des examens faisant l'objet du présent arrêté sont notées de 0 à 20. Toute note égale ou inférieure à 6 sur 20 à une épreuve quelconque peut être déclarée éliminatoire après délibération du jury.

Art. 9. — En aucun cas, un candidat ne peut se présenter à plus d'une session de chacun des examens par an.

Art. 10. — Sur proposition du jury de l'examen pédagogique, le ministre chargé des sports prononce l'admission définitive des candidats à l'option Moniteur de ski alpin pour enfants du brevet d'Etat de ski.

Art. 11. — Sous réserve des dispositions transitoires prévues à l'article 7 ci-dessus, le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté du 1^{er} septembre 1977 susvisé.

Art. 12. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 1979.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des sports,

J. PERRILLIAT.

ANNEXE I

CONDITIONS D'ACCÈS À LA FORMATION SPÉCIFIQUE

Le candidat doit remplir l'une des conditions suivantes :

Etre classé par la fédération française de ski à 180 points au maximum pour les hommes et à 190 points au maximum pour les femmes ;

Etre titulaire du Chamois de bronze délivré par le syndicat national des moniteurs du ski français ;

Etre titulaire de la Flèche d'argent en ce qui concerne les hommes et de la Flèche de bronze en ce qui concerne les femmes,

Tests délivrés par le syndicat national des moniteurs du ski français.

ANNEXE II

PROGRAMME DES ÉPREUVES DE L'EXAMEN TECHNIQUE

Pour ces épreuves, le type des évolutions est choisi par le jury d'examen parmi les mouvements de la progression de l'enseignement du ski alpin définie par la commission consultative du ski. Ce choix est fait après connaissance du terrain et précisé aux candidats.

Pour l'ensemble de ces épreuves, le candidat a le choix de son matériel.

Pour l'ensemble des épreuves, le président du jury choisit un directeur technique parmi les membres du jury.

Première série.

1° Slalom géant :

Le tracé doit avoir une dénivellée de 200 mètres environ. Le directeur technique de l'épreuve doit s'assurer que le temps établi par l'ouvreur le plus rapide sur ce parcours sera voisin de soixante secondes avec une tolérance de cinq secondes en plus ou en moins. Le nombre de portes doit correspondre à 15 p. 100 de la valeur numérique de la dénivellée avec tolérance de cinq portes en plus ou en moins ;

L'épreuve du slalom géant se court en deux manches organisées sur deux tracés. Chaque manche est notée sur 20. Le directeur technique de l'épreuve peut toutefois, en cas de force majeure, prendre la décision de n'utiliser qu'un tracé ;

La notation s'effectue par rapport à un temps de base établi selon les modalités définies ci-dessous. La note attribuée au candidat est celle obtenue à la meilleure manche.

Les ouvriers, au nombre de deux, sont choisis :

Soit parmi les coureurs figurant au classement de la fédération française de ski et ayant entre 0 et 90 points ;

Soit sur une liste établie chaque année par la commission consultative du ski. Sur cette liste, ils sont classés selon le niveau de leurs performances, en sept groupes correspondant aux notes 17, 18, 19, 20, 21, 22 et 23. La note 20 correspond à une performance de niveau national dans la catégorie « hommes ».

Cette liste est communiquée aux directions régionales de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Chaque ouvrier est autorisé à prendre un second départ s'il n'a pu réaliser un parcours normal. Si aucun des ouvriers ne franchit la ligne d'arrivée, le directeur technique de l'épreuve prend toutes décisions concernant l'établissement du temps de base.

Les ouvriers devront prendre le départ entre le premier et le dixième candidat.

Calcul du temps de base.

Le temps de base correspondant à la note 20 est calculé, pour chacune des manches :

A partir du temps compensé de l'ouvreur le mieux « classé » s'il réalise le meilleur temps ;

A partir du meilleur temps compensé si l'ouvreur le mieux « classé » n'a pas réalisé le meilleur temps.

a) Cas d'un ouvrier classé de 17 à 20 :

$$\text{Temps de base} = \frac{\text{temps de l'ouvreur} \times 100}{100 + \text{pourcentage correspondant au classement de l'ouvreur.}}$$

(Note 20.)

b) Cas d'un ouvrier classé de 21 à 23 :

$$\text{Temps de base} = \frac{\text{temps de l'ouvreur} \times 100}{100 - \text{pourcentage correspondant au classement de l'ouvreur.}}$$

(Note 20.)

Exemples.

a) L'ouvreur est classé dans le groupe correspondant à la note 17 sur 20. Il réalise un temps de soixante-deux secondes.

Le tableau indique que la note 17 sur 20 correspond à un temps supérieur de 4,5 p. 100 à celui qui permet d'obtenir la note 20.

Pour calculer le temps de base, il faut faire l'opération suivante :

$$\text{Temps de base} = \frac{62 \text{ s} \times 100}{104,5} = 59,33 \text{ s. (Note 20.)}$$

b) L'ouvreur est classé dans le groupe correspondant à la note 23 sur 20. Il réalise un temps de 62 secondes. Le pourcentage est de 3 p. 100 :

$$\text{Temps de base} = \frac{62 \text{ s} \times 100}{97} = 63,91 \text{ s. (Note 20.)}$$

A partir du temps de base, le calcul des notes des candidats se fait selon l'un des moyens en usage (barème, graphique, machine à calculer...).

La note 10 correspond au temps de base majoré de 30 p. 100.

Pour les candidates, la note est majorée de deux points avant application du coefficient affecté à l'épreuve.

TABLEAU ANNEXÉ

Calcul du temps de base.

Note correspondant au classement de l'ouvreur.

23	22	21	20	19	18	17

Points attribués par la fédération française de ski.

0	20	30	45	50	55	65	75	85	90

(Pourcentages.)

—3% —2% —1% 0% +0,75% +1,5% +2% +3,5% +4% +4,5%

2° Descente libre :

L'épreuve consiste en une descente libre à vitesse soutenue permettant de juger l'aisance, l'efficacité et la maîtrise du candidat sur une pente moyenne d'une dénivellation de 100 mètres environ.

Deuxième série.

1° Virages vers l'aval, skis parallèles :

L'épreuve consiste en un enchaînement de « virages de base », non interrompus par des traces directes.

La valeur de la démonstration est jugée d'après son rythme et les principaux mécanismes de déclenchement tels qu'ils sont décrits dans le mémento de l'enseignement du ski français.

2° Virages « stem » :

L'épreuve consiste en un enchaînement de virages « stem » aval tels qu'ils sont décrits dans le mémento de l'enseignement du ski français.

3° Trace directe, 3° degré :

L'épreuve consiste en une trace directe 3° degré de la progression de l'enseignement du ski alpin. Elle se déroule à vitesse soutenue sur un terrain de pente moyenne comprenant au moins une rupture de pente. Les candidats doivent effectuer au moins un essai avant le déroulement de l'épreuve. La valeur de la démonstration est jugée suivant l'aisance, l'efficacité et la maîtrise du candidat.

ANNEXE III

PROGRAMME DES ÉPREUVES DE L'EXAMEN PÉDAGOGIQUE

Épreuves pratiques.

a) Présentation et démonstration d'un mouvement ou d'une évolution :

Après avoir tiré une question au sort, le candidat doit présenter les évolutions ou mouvements demandés, de façon à en faire comprendre le mécanisme et à en donner l'image la plus juste possible, compte tenu du niveau de la classe considérée.

b) Préparation et conduite d'une leçon collective de ski alpin destinée aux enfants :

Chaque candidat doit conduire une leçon collective d'une durée de deux heures environ ;

L'épreuve consiste en une mise en situation du candidat auquel sont confiées des élèves de moins de treize ans dont le niveau n'excède pas celui de la classe 2^e étoile.

Le candidat est jugé sur :

- Son sens de la relation pédagogique (contact élève-moniteur) ;
- Sa capacité à transmettre ses connaissances ;
- Son aptitude à diriger le groupe, à s'adapter au niveau de ses élèves et aux conditions de travail ;
- La qualité et l'opportunité de ses démonstrations ;
- Sa faculté d'apprécier et de corriger ses élèves dans le domaine technique.

ANNEXE IV

OPTION MONITEUR DE SKI ALPIN POUR ENFANTS

Épreuve orale facultative de langue vivante étrangère.

Les candidats pourront subir cette épreuve dans l'une des langues suivantes :

- Allemand, anglais ;
- Espagnol, italien.

Ils devront prouver une connaissance parlée courante de cette langue tant du point de vue de la compréhension que du point de vue de l'expression, notamment dans le domaine de l'enseignement du ski.

Le niveau de compétence requis de la part des candidats est celui de l'aptitude à la communication orale.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Grand prix national de l'archéologie.

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 79-355 du 7 mai 1979 relatif à l'organisation du ministère de la culture et de la communication (services de la culture) ;

Vu l'arrêté du 23 octobre 1979 portant organisation de la direction du patrimoine,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le grand prix national de l'archéologie est décerné chaque année par le ministre de la culture et de la communication à un archéologue de nationalité française pour couronner soit un ensemble de travaux et de publications faisant autorité en matière d'antiquités nationales, soit une découverte particulièrement représentative de la richesse de l'archéologie française.

Art. 2. — Le jury, présidé par le directeur du patrimoine, est composé de personnalités désignées pour un an par le ministre de la culture et de la communication.

Art. 3. — L'arrêté du 14 décembre 1977 instituant un grand prix de l'archéologie est abrogé.

Art. 4. — Le directeur du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 1979.

JEAN-PHILIPPE LECAT.

Grand prix national des arts graphiques.

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 79-355 du 7 mai 1979 relatif à l'organisation du ministère de la culture et de la communication (services de la culture) ;

Vu l'arrêté du 23 octobre 1979 portant organisation de la délégation à la création, aux métiers artistiques et aux manufactures,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est institué un grand prix national des arts graphiques. Ce prix est décerné annuellement à un dessinateur ou à un graveur français pour la qualité de l'ensemble de son œuvre.

Art. 2. — Ce prix est attribué sans condition d'âge ni acte de candidature. Son montant est fixé chaque année par le ministre de la culture et de la communication. Il ne se partage pas.

Art. 3. — Le jury est présidé par le délégué à la création, aux métiers artistiques et aux manufactures. Les membres sont désignés chaque année par arrêté du ministre de la culture et de la communication.

Art. 4. — Sont abrogés l'arrêté du 24 octobre 1952 instituant le grand prix national des arts (arts graphiques et plastiques) et l'arrêté du 12 décembre 1975 le modifiant.

Art. 5. — Le délégué à la création, aux métiers artistiques et aux manufactures est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 1979.

JEAN-PHILIPPE LECAT.

Grand prix national de la chanson.

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 79-355 du 7 mai 1979 relatif à l'organisation du ministère de la culture et de la communication (services de la culture) ;

Vu l'arrêté du 23 octobre 1979 portant organisation de la direction de la musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est institué un grand prix national de la chanson qui récompense chaque année un compositeur, un auteur ou un chanteur dont l'œuvre ou la carrière ont particulièrement servi la chanson française.

Art. 2. — Ce prix est attribué, sans condition d'âge ni acte de candidature, à un créateur ou un interprète. Son montant est fixé chaque année par le ministre de la culture et de la communication. Il ne se partage pas.

Art. 3. — Le jury, présidé par le directeur de la musique, est composé de personnalités désignées pour un an, éventuellement renouvelables et choisies en fonction de leur compétence dans le domaine de la chanson.

Art. 4. — Le directeur de la musique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 1979.

JEAN-PHILIPPE LECAT.

Grand prix du cinéma.

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code de l'industrie cinématographique, et notamment son article 2 (6^e), ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret du 23 décembre 1946, modifié par les décrets des 27 août 1943, 9 janvier 1954, 10 décembre 1958 et 6 août 1963, portant règlement d'administration publique relatif aux modalités générales d'application des dispositions du titre I^{er} du code susvisé ;

Vu le décret n° 79-355 du 7 mai 1979 relatif à l'organisation du ministère de la culture et de la communication (services de la culture),

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le grand prix du cinéma est destiné à consacrer les mérites d'un réalisateur d'œuvres cinématographiques, appréciés en fonction de l'ensemble de son œuvre.

Art. 2. — Il est décerné par le ministre chargé du cinéma sur proposition d'un jury présidé par le directeur général du centre national de la cinématographie et composé de membres désignés chaque année par le ministre. Les fonctions de membres du jury sont renouvelables.

Art. 3. — L'arrêté du 11 décembre 1974 instituant le grand prix du cinéma est abrogé.

Art. 4. — Le directeur général du centre national de la cinématographie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 1979.

JEAN-PHILIPPE LECAT.